

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

2010: un printemps pour les "petits partis" ? (2e partie)

Wynants, Paul

Published in:
La revue nouvelle

Publication date:
2010

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Wynants, P 2010, '2010: un printemps pour les "petits partis" ? (2e partie)', *La revue nouvelle*, vol. 65, numéro 12, pp. 74-89.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

2010 : un printemps pour les « petits partis » ? (2)

La première partie de cet article est parue dans le numéro précédent (novembre).

PAUL WYNANTS

Vers une recomposition de l'extrême gauche

Depuis de longues années, la gauche radicale pâtit de son émiettement. Au cours du dernier lustre, plusieurs tentatives de regroupement ont été lancées. La plupart d'entre elles ont échoué à la suite de divergences idéologiques, programmatiques ou stratégiques. En vue du scrutin du 13 juin 2010, une alliance assez composite se constitue sous le nom de Front des gauches. Le Parti du travail de Belgique se tient à l'écart de ce rassemblement : il continue à faire cavalier seul. Y aurait-il deux modèles envisageables pour donner plus de poids à « la gauche de la gauche » ?

Le Front des gauches

Les militants de la gauche radicale collaborent régulièrement sur le terrain : ils se côtoient dans les luttes sociales, les piquets de grève, les manifestations, les comités de soutien aux sans-papiers. Certains d'entre eux estiment que la question de leur

unité politique doit être posée, en vue de construire, à terme, un parti anticapitaliste. Ils voient dans la tenue d'élections législatives anticipées, le 13 juin 2010, l'occasion de poser un jalon dans cette direction, quitte à reporter à plus tard les discussions en vue d'un rapprochement plus formel.

À la suite d'un appel lancé le 28 avril 2010 par la Ligue communiste révolutionnaire, des militants syndicaux et associatifs, ainsi que six organisations d'extrême gauche, décident de présenter les listes communes en Wallonie et à Bruxelles, tant à la Chambre qu'au Sénat. Comme ces listes doivent être déposées dans l'urgence, un accord sur une plateforme assez sommaire est conclu en un laps de temps très court (*La Libre Belgique*, 21 mai 2010). Les formations associées au sein du Front des gauches sont le Parti communiste, la Ligue communiste révolutionnaire, le Parti socialiste de lutte, le Comité pour une autre politique, le mouvement Véloration! et le Parti hu-

maniste. La coalition est, pour le moins composite : elle réunit des communistes, deux chapelles trotskistes, des écologistes radicaux partisans de la décroissance, des syndicalistes, des militants du secteur associatif et des altermondialistes. Passons en revue les protagonistes du Front des gauches, avant de relever les caractéristiques et les résultats de ce rassemblement.

Le Parti communiste (anciennement Parti communiste de Belgique, PCB)

Fondé en 1921, représenté au Parlement de 1925 à 1985, le PCB s'implante essentiellement dans les milieux populaires des bassins industriels wallons et de la capitale. Après avoir joué un rôle non négligeable dans la Résistance, il participe à des gouvernements de coalition, de septembre 1944 à mars 1947. Il atteint son apogée électorale en 1946, avec 12,7 % des voix. Il recule fortement par la suite, tombant à 1,9 % des voix en 1958. Il subit les contrecoups d'événements internationaux liés à la Guerre froide, au cours desquels il se singularise par son alignement sur la politique soviétique.

Lors de son congrès de 1960, le PCB définit une « voie de passage au socialisme adaptée aux conditions de la Belgique ». Bien éloigné du concept de dictature du prolétariat, ce cheminement doit être parlementaire, démocratique et pacifique. De la sorte, les communistes belges rompent avec la ligne révolutionnaire : ils optent pour un réformisme radical, qui ancre leur formation à la gauche du Parti socialiste. Leurs performances électorales se redressent quelque peu (4,6 % en 1965).

Durant les années 1970-1980, le PCB s'affaiblit à nouveau (3,1 % des suffrages en 1971, 3,3 % en 1981). Il ne parvient pas à s'adapter aux mutations que connaît le monde du travail, ni à se positionner clairement vis-à-vis des « démocraties popu-

laires » d'Europe de l'Est. Divisé entre ouvriéristes prosoviétiques et rénovateurs, partisans d'une politique d'alliances à gauche, il ne réussit pas à prendre pied dans les couches sociales montantes, ni à investir les nouveaux terrains de lutte. Il subit une désaffection de la jeunesse contestataire, dont une partie rejoint les rangs écologistes. En vingt ans (1975-1995), ses effectifs chutent de 6 900 à 600 membres.

En mars 1989, le PCB se scinde en deux formations distinctes : le Parti communiste (Wallonie-Bruxelles) et le Kommunistische Partij, d'emblée évanescent. Progressivement, le PC francophone est ramené à l'état de groupuscule (0,3 % des voix en Wallonie en 1991 et 1995). Considéré comme « cliniquement mort » par certains analystes, il tente néanmoins de survivre en présentant des candidats lors de scrutins locaux, au besoin sur des listes socialistes ou écologistes. Au début de ce siècle, le PC se lance dans un « travail de reconstruction interne », privilégiant le dépôt de listes propres. Absent dans la province de Namur, parfois aussi en Luxembourg, il réalise des scores très faibles : 0,5 % des voix en Wallonie et 0,3 % à Bruxelles en 2003, 0,8 % en Wallonie et 0,3 % à Bruxelles en 2007.

Au cours des dernières années, le Parti communiste semble hésiter entre une volonté de se présenter seul devant le corps électoral, afin de recouvrer sa visibilité, et un désir de participer à une recomposition de la gauche radicale. Lors des scrutins du 7 juin 2009, son investissement dans le Parti de la gauche européenne, constitué de formations de tradition communiste, empêche la constitution d'un cartel avec les trotskistes (Ligue communiste révolutionnaire et Parti socialiste de lutte) pour le scrutin européen et les élections régionales wallonnes, au cours desquels il ne recueille que 0,3 % des voix. En Région de Bruxelles-Capitale, par contre, le PC dépose

une liste commune avec la LCR, le PSL et le Parti humaniste. Ce cartel obtient 0,5 % des suffrages. En vue du scrutin fédéral du 13 juin 2010, le Parti communiste accepte la proposition d'alliance lancée par la LCR, prenant ainsi part au Front des gauches.

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR)

Section belge de la Quatrième Internationale/Secrétariat unifié, la Ligue communiste révolutionnaire s'est nommée précédemment Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT, de mai 1971 à février 1984), puis Parti ouvrier socialiste (POS, de février 1984 à décembre 2006). Appartenant à la mouvance trotskiste, elle se définit comme une organisation révolutionnaire, internationaliste, féministe et favorable à une écologie anticapitaliste. Elle entend proposer une alternative socialiste et autogestionnaire au régime existant « par le développement des luttes contre toute forme d'exploitation¹ ».

Dans les années quatre-vingt, le POS ne rejette pas la possibilité de participer à des élections, ni même la perspective d'être représenté dans des « institutions bourgeoises ». Toutefois, lors des campagnes électorales, il subordonne sa présence aux mobilisations extra-parlementaires: le parti doit utiliser les tribunes qui lui sont offertes pour relayer les luttes de terrain. De la sorte, il espère ainsi pouvoir « élever la conscience de classe » en vue de « porter le combat anticapitaliste au niveau supérieur ». Il obtient son meilleur score en 1987 avec 31 442 voix (0,6 % des voix en Wallonie, 0,5 % à Bruxelles). Depuis 1991, il ne dépose plus de listes propres, mais il participe à des alliances ou à des cartels avec d'autres organisations de gauche. Grâce à cette stratégie, quelques conseillers communaux trotskistes

sont élus, en 2000 et en 2006, notamment à Anderlues et à Herzele.

Consciente de sa taille modeste, la LCR n'a pas la prétention d'incarner, à elle seule, « le parti révolutionnaire de l'avenir ». Elle veut, néanmoins, en constituer un des noyaux. C'est pourquoi elle encourage ses militants à s'engager dans le combat syndical, mais aussi dans les mouvements altermondialistes, féministes, antiracistes, de défense des sans-papiers et des sans-emploi: il y a là une nébuleuse d'organisations que la LCR voudrait organiser en réseau, en vue d'y faire émerger une ligne politique commune. Manifestement, elle cherche à fédérer autour d'elle d'autres fractions de la gauche radicale.

En 2006, la LCR prend part à la tentative visant à créer « Une autre gauche », en dehors du Parti socialiste et d'Écolo, mais cet essai de regroupement est voué à l'échec. En vue des scrutins du 7 juin 2009, elle se présente, en association avec le Parti socialiste de lutte, également trotskiste, dans le collège francophone pour le Parlement européen, sans guère de succès (0,3 % des voix). En Région de Bruxelles-Capitale, on l'a vu, elle forme une liste commune avec le PC, le PSL et le Parti humaniste (0,5 % des suffrages). En Région wallonne, elle appelle à voter pour le Parti socialiste de lutte.

Le 28 avril 2010, la LCR estime que le sort de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde est instrumentalisé afin de faire passer une politique de régression sociale. Elle propose aux « partis de la gauche de la gauche » (PC, PSL, PTB) et à d'autres militants de constituer une liste unitaire, ouverte, articulée sur une plateforme commune, « en dépit des différences programmatiques et stratégiques ». C'est en réponse à cet appel² que le Front des gauches voit le jour.

1 « Ce qu'est et ce que veut la Ligue communiste révolutionnaire », sur <www.lcr-gauche.be>.

2 « Élections législatives anticipées: pour une liste unitaire de la gauche de la gauche », sur <www.lcr-gauche.be>.

Le Parti socialiste de lutte (PSL)

Nommé précédemment Groupe militant, puis Mouvement pour une alternative socialiste (MAS, 1999-2008), le Parti socialiste de lutte est une organisation de tendance trotskiste. Il est la section belge du Comité pour une Internationale ouvrière, dissident de la Quatrième Internationale, considérée comme « dégénérée ». Il s'appuie sur un mouvement de jeunes, les Étudiants de gauche actifs, présent dans l'enseignement secondaire et supérieur. Le PSL mène campagne « pour la construction d'un nouveau parti des travailleurs », positionné à la gauche de la social-démocratie. Il espère pouvoir s'y insérer comme courant socialiste révolutionnaire afin d'y promouvoir ses idées. Entretemps, il se prononce en faveur d'alliances avec d'autres formations d'extrême gauche.

En 2006, le MAS prend part à la tentative de créer « Une autre gauche », vouée à l'échec. En 2007, il récupère une structure préexistante, le Comité pour une autre politique (CAP), au nom duquel il dépose des listes dans les provinces de Hainaut et de Liège (0,2 % des voix dans les deux circonscriptions). En vue des scrutins du 7 juin 2009, on l'a vu, le PSL s'allie à la LCR dans le collège français pour le Parlement européen, au PC, à la LCR et au Parti humaniste en région de Bruxelles-Capitale. En Région wallonne, il se présente seul dans les circonscriptions de Liège, Mons et Nivelles (de 0,1 à 0,3 % des suffrages). Même si de tels résultats sont médiocres, il considère que les campagnes unitaires permettent d'accroître les collaborations entre organisations. C'est pourquoi le PSL s'intègre au Front des gauches.

Le Comité pour une autre politique (CAP)

Le Comité voor een Andere Politiek est un mouvement néerlandophone situé à la gauche du SP.A, lancé en Flandre, en 2006,

sous les auspices de Georges Debunne, ancien secrétaire général de la FGTB, ainsi que de Jef Sleeckx et Lode Van Outrive, anciens parlementaires socialistes. Le Comité pour une autre politique est présenté comme le pendant francophone de l'organisation flamande. En réalité, il est contrôlé par les trotskistes du Mouvement pour une alternative socialiste (futur PSL), rejoint par quelques personnalités indépendantes. Lors des élections législatives fédérales de 2007, les listes déposées sous ce label recueillent 0,2 % des voix dans les provinces de Hainaut et de Liège.

Peu après, le MAS délaisse cette structure. Des militants indépendants, qui ont rejoint le CAP, en souhaitent le maintien. Ils obtiennent le soutien de Roberto D'Orazio, ancien délégué principal des Forges de Clabecq, organisateur de la Marche pour l'emploi (février 1997), tête de la liste Debout! (cartel PTB-POS-MAS-indépendants) en 1999. En juin 2009, le CAP-D'Orazio se présente aux élections européennes (0,3 % des voix dans le collège français), aux élections régionales bruxelloises (0,1 % des suffrages dans le groupe linguistique français) et dans trois circonscriptions de la Région wallonne (Liège, Mons et Nivelles: de 0,2 à 0,5 % des voix). Au printemps 2010, il rejoint le Front des gauches.

Vélorution!

Le mouvement écologiste radical Vélorution! — jeu de mot mêlant vélo et révolution — est lancé en France, dans les années septante. Il se signale par des actions menées contre « le monopole des véhicules individuels motorisés » et en faveur des moyens de transport non polluants. En Belgique, des listes Vélorution! sont déposées à la Chambre, dans l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, en vue des élections fédérales du 10 juin 2007. Il en est de même lors des scrutins régionaux du 7 juin

2009, dans la circonscription de Verviers et à Bruxelles (groupe linguistique français). Le nombre de suffrages recueillis est, chaque fois, très modeste (respectivement, 1 453, 429 et 1 402 voix). La figure de proue du mouvement est Réginald de Potesta de Waleffe, militant associatif, ancien membre d'Écolo.

Les adhérents de Vélorution! s'opposent aux modèles économiques dominants. « Objecteurs de croissance », ils préconisent la baisse de la production et de la consommation fondée sur des ressources non renouvelables. Adversaires du capitalisme, ils prônent une vie recentrée sur les besoins essentiels et un partage plus équitable des richesses. À leur programme figurent la libération de la ville de la pression automobile, la quasi-gratuité des transports en commun, la généralisation des zones 30, l'instauration de péages urbains, la diminution du temps de travail à 28 heures/semaine, la fin des supermarchés³. Un de leurs slogans est « Vivre simplement pour que tous puissent simplement vivre ». En 2010, le mouvement adhère au Front des gauches.

Le Parti humaniste (PH)

Créé en 1984, le Parti humaniste (de Belgique) fait partie des formations politiques constituées à travers le monde sous ce label. Il est affilié à l'Internationale humaniste, fondée à Florence le 4 janvier 1989. Il est issu du Mouvement humaniste, courant internationaliste, partisan de la non-violence, lancé en 1969 pour diffuser les thèses de l'écrivain argentin Mario Luís Rodríguez, dit Silo. Il entend placer la personne humaine au centre de toutes les préoccupations. Au programme du PH figurent notamment: la démocratie participative, la liberté de conscience, la non-discrimination, en ce compris la ré-

gularisation massive des sans-papiers, le désarmement unilatéral (sortie de l'Otan, démantèlement des armes nucléaires), la transformation de l'économie libérale par la promotion de modèles alternatifs, l'accès égalitaire au travail, au logement, à la santé et à l'éducation. Bien qu'il n'y ait aucun lien idéologique ou organique avec le Parti communiste, les positions des deux courants se rejoignent souvent. Ancré à l'extrême gauche, le PH est parfois assimilé à une secte par certains de ses détracteurs.

Le Parti humaniste se présente régulièrement aux élections communales, régionales, fédérales et européennes depuis 1984. Il y réalise des scores très faibles: ainsi, 0,1 % des suffrages dans l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, lors du scrutin fédéral du 18 mai 2003. En 2006, il participe à la tentative manquée de construction d'un mouvement politique unitaire (« Une autre gauche »). En vue des élections fédérales du 10 juin 2007, il présente des candidats sur la liste ouverte du Parti communiste. Lors des scrutins du 7 juin 2009, il fait alliance avec le PC, la LCR et le PSL en Région de Bruxelles-Capitale, tandis que, pour l'Europe, certains de ses militants s'alignent avec les communistes sur la liste du Parti de la gauche européenne. Au printemps 2010, le PH s'intègre au Front des gauches.

Caractères et résultats du Front des gauches

Le Front des gauches est assez hétérogène. Il est handicapé par la faible audience de ses composantes. La précipitation avec laquelle il se constitue ne permet pas d'en renforcer la cohérence. Les promoteurs du rassemblement reconnaissent d'ailleurs que leur tâche n'est pas facilitée par les formations établies: « Présenter cette liste n'était pas gagné d'avance, surtout dans les conditions antidémocratiques imposées par les partis au pouvoir. En effet, pour des

3 « La liste Vélorution! espère tripler ses scores de 2007 », sur <www.lalibre.be>, 19 mai 2009.

“petits partis”, se présenter aux élections relève du parcours du combattant ! Victimes d'un black-out médiatique, il leur faut aussi récolter des signatures en un temps record. Les parrainages d'électeurs nécessaires pour présenter des listes à la Chambre ont été récoltés en 48 heures. Finalement, la veille du dépôt des listes, des signatures d'élus ont été obtenues pour que le Front des gauches puisse se présenter partout, au Sénat et à la Chambre⁴ ».

Faute de temps, le Front ne peut se doter d'un programme élaboré. La plateforme qu'il diffuse tient en deux pages. On y retrouve le catalogue des revendications habituelles des organisations d'extrême gauche, souvent exposées sous la forme de slogans (« Stop aux licenciements et aux emplois précaires ! Stop aux intérêts notionnels ! Non à la scission de la sécurité sociale ! »), sans indication de priorités, ni évaluation du coût des mesures proposées⁵. Lorsque des journalistes s'enquêtent, par exemple, des solutions préconisées par les candidats du Front pour résoudre l'épineux dossier de BHV, ils ne reçoivent qu'une réponse embarrassée ou dilatoire⁶. La composition des listes déposées par la coalition de gauche radicale pose également question. Les têtes de liste sont réparties entre cinq des six organisations signataires. Au vu des rapports de force entre organisations, on peut comprendre que Liège et le Luxembourg aillent au PC, le Hainaut à la LCR, Bruxelles-Hal-Vilvorde au PSL-LSP. Il faut néanmoins s'interroger sur l'attractivité de têtes de liste PH en Namurois et CAP en Brabant wallon.

Dans sa communication, le Front des gauches tient à se démarquer des partis établis, appelant en quelque sorte au vote de protestation : « Notamment à travers sa liste

bilingue à Bruxelles-Hal-Vilvorde, le Front des gauches symbolise le refus des surenchères nationalistes ou communautaires [...]. Devant le risque de l'abstention ou du vote d'extrême droite, le Front des gauches a pour objectif de montrer qu'une véritable alternative de gauche, qui exprime l'opposition et l'écœurement par rapport à un système fondamentalement injuste, peut exister face aux partis traditionnels⁷ ».

Le 13 juin 2010, à la Chambre, le Front des gauches obtient des résultats décevants :

- circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde : 4 162 voix (0,50 %) ;
- circonscription du Brabant wallon : 1 686 voix (0,74 %) ;
- circonscription du Hainaut : 5 442 voix (0,75 %) ;
- circonscription de Liège : 6 833 voix (1,13 %) ;
- circonscription du Luxembourg : 1 206 voix (0,75 %) ;
- circonscription de Namur : 1 405 voix (0,49 %) .

Au Sénat, le Front des gauches recueille 28 346 voix (1,15 %) dans le collège électoral français. De telles performances sont inférieures à celles que ses composantes réalisaient séparément en 2007 : ainsi, en Hainaut, le PC avait obtenu 1,44 % des voix et le CAP 0,19 %.

À titre de comparaison, en province de Liège, la coalition de gauche radicale fait à peine mieux qu'une petite liste, le Parti des pensionnés (6 688 voix, soit 1,10 %).

Dans un communiqué publié le 14 juin⁸, le Front reconnaît qu'il a réalisé « un score encore modeste ». Il estime, cependant, avoir reçu de nombreux encouragements de la part de la population, un bon accueil dans les mouvements sociaux, notamment syndicaux, et le soutien de personnalités connues

4 « Élections du 13 juin 2010. Une alternative unitaire à gauche d'Écolo et du PS. Communiqué PC, PSL, LCR, PH, CAP, Vélorution ! », sur <www.velorution.be>, 12 mai 2010.

5 « Programme », sur <www.frontdesgauches.be>.
6 Interview de Philippe Santini, candidat du Front des gauches, à *Matin Première* (La Une), 3 juin 2010.

7 « Élections... », *doc. cit.*
8 « Bilan positif et appel à la mobilisation sociale », sur <www.lefrontdesgauches.be>, 14 juin 2010.

pour leur engagement dans les luttes menées en faveur d'une autre société. Considérant le scrutin de la veille comme un point de départ, il appelle « à consolider et à élargir l'alliance, pour avancer vers la constitution d'une nouvelle force politique ».

Pierre Eyben, porte-parole du PC, tête de liste dans la Cité Ardente, reconnaît les limites du travail réalisé jusqu'ici : « Après le 13 juin, nous œuvrerons pour maintenir ce Front. Dans un premier temps, nous n'allons pas dissoudre les organisations existantes. Il faut d'abord apprendre à travailler ensemble » (*Le Soir*, 21 mai 2010). De son côté, la LCR dresse un bilan plutôt positif de la campagne électorale. Elle estime que le Front des gauches a réalisé « un score plus que satisfaisant », compte tenu de ses handicaps de départ : une constitution tardive, un sigle peu connu du public, une plateforme minimale et dépourvue d'axes prioritaires, une mobilisation militante insuffisante en dehors des organisations directement impliquées. Dans l'immédiat, la Ligue se prononce en faveur du maintien et de la consolidation du Front, tel qu'il existe, moyennant un approfondissement de sa plateforme. À plus long terme, elle n'exclut pas la création d'une « force politique plurielle », avec adhésions individuelles, pour autant que coexistent en son sein plusieurs courants habilités à exprimer publiquement leurs propres positions. Dans un tel scénario, il faudrait préalablement élaborer un programme commun digne de ce nom⁹.

Ce sont là, il est vrai, des étapes à franchir si l'on veut transformer une alliance circonstancielle en véritable rassemblement. Afin d'atteindre pareil objectif, il conviendra, à tout le moins, de renforcer la réflexion commune et les collaborations pour que le Front des gauches acquière davantage de consistance.

9 « Déclaration de la LCR : Poursuivre et élargir le Front des gauches dans l'unité et la clarté », sur <www.lcr-lagauche.be>.

Le Parti du travail de Belgique (PTB)

Appartenant à la mouvance maoïste, cette formation n'est pas issue de la vague de scissions prochinoises qui touche le mouvement communiste international, à partir des années soixante. Non reconnue par Pékin, elle apparaît à la fin de 1970 à l'initiative d'étudiants contestataires de la KU Leuven. Elle se dote d'une aile francophone à partir de 1974. Elle s'intitule initialement Amada-TPO (Alle macht aan de arbeiders – Tout le pouvoir aux ouvriers). Elle change de dénomination en novembre 1979 pour devenir le PvdA-PTB (Partij van de Arbeid- Parti du travail de Belgique). Hostile à la réforme de l'État, elle affiche, jusqu'à nos jours, son attachement à une Belgique unie.

Pendant une trentaine d'années, le PTB garde une orientation marxiste-léniniste, fidèle à l'héritage de Staline. Il entend constituer une avant-garde révolutionnaire dans la lutte des classes menée au plan mondial pour renverser le capitalisme. Durant la première période de son histoire, il se réfère principalement à la révolution chinoise et à la doctrine de Mao, au nom de laquelle il condamne simultanément « l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique ». Dans une deuxième étape, alors que les relations avec le régime de Pékin se refroidissent, il affirme sa solidarité à l'égard de Cuba et de la Corée du Nord, appuie différents mouvements de lutte armée (Pérou, Philippines, Kurdistan...) et soutient les « victimes de l'impérialisme », dont l'Irak de Saddam Hussein. Depuis 2008, il récuse tout suïvisme à l'égard de quelque modèle que ce soit, affichant sa volonté d'être jugé sur ses seuls actes.

Les atouts du PTB sont l'engagement de ses militants, omniprésents sur le terrain, l'activisme de ses organisations de jeunesse, la qualité de son réseau de maisons médicales,

coiffées par l'organisation Médecine pour le peuple, et le dynamisme de sa maison d'édition EPO. Jusqu'il y a peu, ses principales faiblesses ont été le sectarisme et le dogmatisme de ses cadres, qui ont aliéné au parti bien des sympathies et l'ont confiné dans l'isolement.

Le PTB se présente aux élections depuis 1974, mais il faut attendre 1985 pour qu'il dépose des listes dans toutes les provinces. Il réalise de faibles scores: entre 1977 et 1995, il capte de 0,1 à 0,6 % des voix en Wallonie, de 0,3 à 0,4 % des suffrages dans l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Axée sur le mot d'ordre « faire payer la crise aux riches », sa propagande électorale est très stéréotypée. À partir de 2004, le parti se renforce dans certaines communes de vieille industrialisation, obtenant 2,3 % des voix à Seraing, 2,5 % à La Louvière et 5,7 % à Herstal (*Le Soir*, 6 octobre 2006). Cependant, il ne décolle toujours pas au plan national: le 10 juin 2007, il recueille 0,7 % des suffrages en Wallonie et 0,6 % à Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Au cours des dernières années, le Parti du travail de Belgique procède graduellement à une réorientation stratégique (*Le Soir*, 9 mars 2010), avalisée par son huitième congrès, au début de l'année 2008. Officiellement, il abandonne ses références léninistes, sans renoncer pour autant à l'analyse marxiste. Il récuse son appartenance à l'extrême gauche pour se revendiquer de la gauche. Il remplace l'emblème de la faucille et du marteau par une simple étoile. Il renforce son action de terrain en la focalisant sur les préoccupations quotidiennes des milieux populaires, comme le prix des médicaments ou des sacs poubelles. Il met une sourdine à sa critique des appareils syndicaux. Il participe plus volontiers à des mouvements sociaux aux côtés d'autres organisations progressistes. Il s'ouvre à des adhérents idéologiquement moins aguerris: en décembre 2009, il

compte 3 900 membres. Il peut s'appuyer sur onze maisons médicales et quatre cabinets d'avocats. Ses nouveaux dirigeants — en particulier Peter Mertens, son président, et Raoul Hedebouw, son porte-parole — n'appartiennent plus à la génération des soixante-huitards: ils ont actuellement 41 et 33 ans. Ils modernisent les méthodes de travail et renouvèlent la communication du parti.

Lors du scrutin du 8 octobre 2006, le PTB triple sa représentation au plan local: il fait élire quinze conseillers communaux ou de district, dont neuf sont des « Médecins du peuple ». En Wallonie, il compte désormais deux conseillers à Herstal, un à Seraing et un à La Louvière. En vue des élections régionales et européennes du 7 juin 2009, il focalise sa propagande sur des thèmes que des analystes (Dohet et Faniel, p. 8) jugent populistes, voire poujadistes: il use abondamment du slogan « Stop au cirque politique! ». Il recueille 1,2 % (+ 0,6 %) des voix en Région wallonne, 0,7 % (+ 0,2 %) en Région de Bruxelles-Capitale, avec une pointe de près de 8 % dans le canton de Herstal, bastion socialiste.

Devenu la formation marxiste la plus importante du pays, le PTB répugne à s'engager dans des opérations de rapprochement entre mouvements de la gauche radicale. Sauf exceptions, il dépose des listes sous son seul nom, en les ouvrant éventuellement à des candidats indépendants ou à des militants d'autres partis, mais sans se diluer dans des cartels.

Lors de la campagne électorale du printemps 2010, le Parti du travail de Belgique, rebaptisé PTB+, prend le contrepied de la plupart des partis traditionnels, en dénonçant vigoureusement l'exacerbation des tensions communautaires. Il récupère à son profit le sigle BHV (*La Libre Belgique*, 20 mai 2010) que Tine Van Rompuy, tête de liste pour le Sénat dans le collège néer-

landophone et sœur de l'ancien Premier ministre, rebaptise « Belastingen op de Hoogste Vermogens » (« Impôts sur les plus hauts revenus »). Il tient des conférences de presse bilingues et aligne des candidats néerlandophones en Wallonie (*Le Soir*, 19 mai 2010).

La propagande électorale du PTB flirte à nouveau avec le populisme. Comme en 2009, le parti utilise le procédé des nez rouges de clowns, peinturlurés sur les affiches des candidats des partis traditionnels, accusés d'être déconnectés des réalités vécues par la population. Il émet des faux billets de 3 887 euros, somme que chaque Belge aurait à payer en cinq ans pour résorber le déficit public, avec les figures de Didier Reynders et d'Elio Di Rupo affublés tous deux d'un nez rouge, le premier portant un chapeau pointu, le second une coquille d'œuf à la Caliméro (*La Libre Belgique*, 27 mai 2010). Il monte en épingle un slogan : « VOTEZ CONTRE ce cirque politique ». Il invite les électeurs mécontents à « raconter ce qu'ils ont sur l'estomac » en s'exprimant sur le site <www.jevotecontre.be>¹⁰. Il appelle les citoyens à « émettre un vote de protestation utile », annonçant qu'un seul parlementaire du PTB serait « le moustique qui, dans la Chambre, tiendrait tout le monde éveillé » (*La Libre Belgique*, 19 mai 2010).

À la différence du Front des gauches, le PTB établit un programme détaillé de cinquante pages¹¹, comportant trente-cinq propositions chiffrées. Il préconise notamment la levée d'une taxe sur les millionnaires, la baisse de la TVA sur l'énergie à 6 %, le maintien du droit à la prépension, le remboursement des aides publiques par les entreprises qui licencient, la suppression des intérêts notionnels, la création d'une ban-

que publique, le relèvement du salaire minimum et de la pension légale, le maintien des petits bureaux de poste locaux.

Le 13 juin 2010, le PTB+ améliore ses performances, mais sans obtenir d'élus. À la Chambre, il réalise les scores suivants :

- circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde: 9 313 voix (1,12 %);
- circonscription du Brabant wallon: 2 365 voix (1,04 %);
- circonscription du Hainaut: 12 136 voix (1,68 %);
- circonscription de Liège: 18 706 voix (3,09 %);
- circonscription du Luxembourg: 1 194 voix (0,74 %);
- circonscription de Namur: 4 456 voix (1,55 %).

Au Sénat, dans le collège électoral francophone, le PTB+ recueille 51 065 voix (2,07 %), alors qu'il en avait obtenu 20 039 (0,79 %) en 2007. À la Chambre, sous les labels PTB+ et PTB+-PvdA+, il draine 48 144 suffrages, contre 18 409 trois ans plus tôt.

Manifestement, le PTB+ réalise une percée dans une partie du bassin industriel liégeois: il décroche ainsi 9,8 % des votes valables dans le canton de Herstal, 7,2 % dans le canton de Seraing, 4,5 % dans le canton de Grâce-Hollogne, 4,2 % dans le canton de Liège, 3,8 % dans le canton de Bassenge, 3,3 % dans le canton de Saint-Nicolas. En province de Liège, la tête de liste, Raoul Hedebouw, obtient la soixante-sixième place, avec 3 935 voix de préférence. Les performances sont moins encourageantes en Hainaut, où l'on relève quand même deux résultats prometteurs: 3,5 % des voix dans le canton de La Louvière et 2,6 % dans le canton de Charleroi. Des études du Cevipol-ULB sur les transferts de voix entre les scrutins de 2009 et 2010 indiquent qu'en Wallonie, le PTB+ aurait pris 6 797 suffrages au PS et 6 699 à Écolo, mais en aurait perdu beaucoup moins au profit

10 « VOTEZ CONTRE ce cirque politique », tract électoral du PTB+, mai 2010.

11 « Élections 2010. Le programme en 35 points du PTB+ », sur <www.ptb.be>.

de ces
à Brux
et 144
formati
que les
rares. S
lors de
possible
représe
main d
le camp
vo est
entrée
grande

Deux r pour r

L'extrê
manife
deux p
ou pro
taliste
Partij (

En Fra
tionna
Quatri
du cou
tour de
2007,
recuei
votes v
diffère
cale. D
nonce
parti
trotski
anarch
milita
re les
chang
tient :

12 Delwit
transf
du 13
Brux
2010,

de ces deux partis¹². Il en serait de même à Bruxelles-Capitale : 1 912 électeurs du PS et 1 449 d'Écolo (2009) auraient choisi la formation d'extrême gauche en 2010, alors que les migrations en sens inverse seraient rares. Si la progression de 2010 s'amplifie lors de scrutins ultérieurs, il n'est pas impossible que le PTB obtienne un jour une représentation parlementaire. Au lendemain du 13 juin, le parti lance une nouvelle campagne sur le thème « Le coup d'envoi est donné » : il ambitionne de faire son entrée au conseil communal de plusieurs grandes villes wallonnes, dès 2012.

Deux modèles pour renforcer la gauche radicale ?

L'extrême gauche belge porte un intérêt manifeste à des expériences tentées dans deux pays voisins, dont elle s'inspire peu ou prou : celles du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) en France et du Socialistische Partij (SP) aux Pays-Bas.

En France, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la Quatrième Internationale, se rapproche du courant altermondialiste. Au premier tour de l'élection présidentielle du 22 avril 2007, son candidat, Olivier Besancenot, recueille 1 498 581 voix, soit 4,08 % des votes valables, en captant les suffrages de différentes mouvances de la gauche radicale. Dans la foulée du scrutin, la LCR annonce son intention de créer un Nouveau parti anticapitaliste, qui fédérerait des trotskistes de différentes obédiences, des anarchistes, des altermondialistes et des militants indépendants, « pour construire les mobilisations qui conduiront à un changement radical de la société ». Le NPA tient son congrès de fondation du 6 au

8 février 2009. Sa direction compte environ 45 % d'anciens cadres de la LCR, avec Besancenot comme porte-parole.

C'est à cet exemple que la LCR belge et le PSL, tous deux trotskistes, se réfèrent dans l'espoir de pouvoir l'imiter. La première met ainsi en avant la figure de Céline Caudron, dont l'apparence physique, le parcours et les propos suggèrent l'existence d'un « Besancenot au féminin ». Du côté communiste, on l'a vu, pareille orientation suscite apparemment des réticences. Bref, l'expérience du NPA ne semble pas recueillir l'unanimité au sein du Front des gauches.

On peut d'ailleurs se demander si un tel regroupement est réellement porteur d'avenir pour ses protagonistes, et ce pour trois raisons. Tout d'abord, en France, les résultats obtenus par le NPA, lors des scrutins européens de 2009 et régional de 2010, ne sont pas à la hauteur des espérances. Ensuite, certains militants de la gauche radicale reprochent au NPA, non sans raison semble-t-il, une orientation trop exclusivement protestataire, symbolisée par un logo en forme de mégaphone. Enfin, un des pôles de la gauche radicale, le PTB, récuse la voie « à la française » : il estime que le NPA « joue à la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf », abuse des médias, néglige le travail de terrain et les actions concrètes (*Le Soir*, 9 mars 2010). On peut douter, dès lors, de la pertinence de la stratégie dite « anticapitaliste » pour rallier l'ensemble de la gauche radicale en Belgique.

Le second modèle est néerlandais. Il est incarné par le Socialistische Partij, dont la dénomination initiale était, en octobre 1971, KPN/ML (Parti communiste des Pays-Bas/marxiste-léniniste). Reconnue par la Chine, cette formation révolutionnaire a subi une démaoïsation progressive : rupture avec le marxisme-léninisme en 1991, repositionnement à la gauche du Parti du travail (social-démocrate), investissement des mili-

¹² Delwit P., Gassner M., Pilet J.-B., van Haute É. (2010), *Les transferts de voix en Wallonie lors des élections fédérales du 13 juin 2010 et Les transferts de voix dans la Région de Bruxelles-Capitale lors des élections fédérales du 13 juin 2010*, Notes du Cevipol n° 1 et 2.

tants dans le travail de terrain à l'échelle des quartiers. Longtemps dépourvu de représentation parlementaire, le SP ne cesse de progresser, jusqu'à son repli de juin 2010 : à la Deuxième Chambre des états généraux, il passe de deux sièges, en 1994, à vingt-cinq en 2006, avant de retomber à quinze il y a peu. Dans sa phase d'expansion, le parti se singularise par une certaine forme de populisme, en jouant sur l'opposition entre le peuple et les élites. Durant plusieurs années, il développe une propagande à forte tonalité protestataire avec le slogan « Stem tegen, stem SP » (« Votez contre, votez SP ») et un logo en forme de tomate. Au printemps 2010, Emiel Roemer, son leader, fait campagne sur un thème qui rappelle un slogan du Vlaams Blok de 1994 (« De grote kuis ») : « De grote schoonmaak » (« Le grand nettoyage »).

Qu'il n'y ait guère d'affinités, dans la doctrine et les méthodes, entre le Front des gauches et le SP, c'est l'évidence même. Par contre, le PvdA-PTB, parti à dominante flamande, calque, dans une large mesure, sa propagande aux accents populistes et protestataires sur celle de la formation néerlandaise, mais avec une moindre réussite

jusqu'ici. Il est vrai que, sur le fond, le parti marxiste belge n'adopte pas la même ligne idéologique que le SP. Peter Mertens s'en explique en 2008 : « Il n'est pas question de faire un copier-coller belge de ce qui se fait ailleurs. Le SP néerlandais a abandonné toute référence au marxisme et il centre toute son action sur les quartiers, alors que, pour nous, la présence au sein du monde du travail reste un point important » (*La Libre Belgique*, 28 février 2008).

Deux conclusions se dégagent de ce qui précède. D'une part, la balkanisation de la gauche radicale régresse à l'approche du scrutin du 13 juin 2010. On distingue désormais deux pôles : le Front des gauches et le PTB. Le premier manque de cohérence et ne semble pas en passe de sortir de la marginalité. Le second est en expansion, mais il n'est pas encore à même de décrocher une représentation parlementaire. D'autre part, plus que par le passé, l'extrême gauche joue la carte du vote protestataire, au point d'adopter des méthodes parfois qualifiées de populistes ou de quasi poujadistes par des analystes et par la presse. L'observateur est en droit de s'interroger : du point de vue de l'éthique politique, est-ce là une voie d'avenir ? ■

Déliquescence de l'extrême droite

En quelques mots, un analyste du Crisp a parfaitement résumé l'évolution récente de l'extrême droite francophone : « dissensions internes, faiblesse structurelle et instabilité électorale » (Blaise, 2004). Pour ce courant présent au Parlement fédéral depuis deux décennies, les élections législatives du 13 juin 2010 marquent un tournant : elles se soldent par la perte de tous les sièges détenus à la Chambre et au Sénat. N'ayant plus de représentation au Parlement wallon

et au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale depuis 2009, l'extrême droite francophone est ainsi privée de dotation publique. Ses capacités de redéploiement et de propagande s'en trouvent réduites.

Le Front national (FN)

Pendant des décennies, l'extrême droite francophone est une nébuleuse de groupuscules concurrents, mal organisés et

souvent déstabilisés par des conflits de tendances ou de personnes. En son sein, un parti émerge en septembre 1985, avec le docteur Daniel Féret pour fondateur et président à vie: le Front national. Il fédère différents mouvements de la droite radicale. Il surfe sur l'effet Le Pen, reprenant le nom, le logo, le sigle et le fonds de commerce de la formation éponyme française, dont il n'a cependant pas l'aval. Il délivre un message raciste, populiste, sécuritaire et anti-establishment. Il s'adresse prioritairement à deux types de public: d'une part, les personnes exclues ou précarisées, frappées par le chômage et par les politiques d'austérité, implantées dans les quartiers délabrés des grandes villes où elles cohabitent avec des populations d'ascendance étrangère; d'autre part, les milieux d'indépendants en voie de déclassement, au sein desquels s'accumulent des ressentiments envers l'État « laxiste et taxateur ».

En 1988-1989, le FN effectue une percée dans l'agglomération bruxelloise, où il décroche un premier siège à la Chambre en 1991. Il se dote ensuite d'un second point d'ancrage dans les zones du Hainaut les plus sinistrées au plan socio-économique, où il obtient un deuxième député en 1995. Il recule en 1999, en raison de la concurrence exercée par une dissidence, le Front nouveau de Belgique, créé quatre ans plus tôt par Marguerite Bastien, et par le Vlaams Blok dans la capitale. Il garde toutefois un siège de député fédéral. Il se redresse en 2003, en jouant la carte de l'islamophobie: il obtient alors un siège à la Chambre (pour Daniel Féret, remplacé par Patrick Cocriamont), un siège de sénateur élu directement (pour Francis Detraux) et un siège de sénateur coopté (pour Michel Delacroix). Il accède ainsi au financement public des partis.

Le Front national capte des votes protestataires, amalgames de frustrations en tous genres, en dépit de faiblesses patentées. Le parti est dépourvu d'état-major en raison

du leadership autocratique, mais contesté de Daniel Féret. Il est doté de structures militantes fantomatiques. À intervalles répétés, il subit des convulsions internes avec démissions, exclusions et scissions: de 1985 à 2005, il ne connaît pas moins de trente dissidences. Pour différentes raisons, il est incapable de se doter d'une crédibilité: condamnations pénales infligées à ses dirigeants, y compris pour des délits de droit commun, évanescence de ses élus dans les assemblées, absence de formation des cadres, légèreté du programme, tissu des lieux communs de l'extrême droite européenne. Sur le terrain, en dehors de campagnes électorales confidentielles, la présence du FN est inexistante. De plus, le parti est totalement exclu de l'exercice du pouvoir: à son égard, les formations démocratiques appliquent avec rigueur la stratégie du « cordon sanitaire ».

Malgré toutes ces limites, le Front national réalise sa meilleure performance dans les cantons wallons lors des élections régionales du 13 juin 2004: 8,1 % des suffrages et quatre sièges (+ 3). À Bruxelles-Capitale, sans atteindre son plafond historique de 1995, il recueille 4,7 % des votes valables et quatre sièges (+ 2). Rapidement, toutefois, les dirigeants du parti connaissent de sérieux déboires judiciaires avant de s'entre-déchirer.

Le 18 avril 2006, Daniel Féret, alors parlementaire régional bruxellois, est déchu de ses droits civils et politiques, avec inéligibilité pour dix ans, et condamné à 250 heures de travaux d'intérêt général pour infractions à la loi du 30 juillet 1981, tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie. Avec sa compagne, Audrey Rorive, il est poursuivi par le fisc et fait l'objet d'une instruction judiciaire pour faux, usage de faux, escroquerie, détournement et organisation d'insolvabilité. Le 2 juin 2008, Féret est condamné par le tribunal correctionnel de Namur à un an de prison ferme et à une amende de cent

euros pour faux et usages de faux lors du dépôt de la liste du FN en vue des élections européennes de 2004. L'intéressé s'établit en France. D'autres dirigeants frontistes ont, à leur tour, maille à partir avec la justice pour divers délits: coups et blessures, infractions caractérisées aux lois sociales, harcèlement sexuel...

En raison de la gestion financière douteuse et de la conduite autoritaire de Féret, les luttes intestines s'amplifient, provoquant de nouvelles scissions. Ainsi, en 2004, le sénateur Francis Detraux et ses amis claquent la porte du parti, pour fonder Force nationale. Aux élections fédérales du 10 juin 2007, le FN obtient 5,6 % des voix en Wallonie, 2,9 % dans les cantons bruxellois et 6 % dans le collège électoral français du Sénat. Il conserve un siège de député, occupé par P. Cocriamont, et un siège de sénateur élu directement, détenu par l'avocat M. Delacroix, mais il perd son siège de sénateur coopté.

En septembre 2007, alors que les inculpations à l'encontre de Féret et de son entourage se multiplient, le président à vie doit faire face à une fronde au sein du bureau politique. Il est mis en minorité par un groupe conduit par Michel Delacroix et par Patrick Sessler, son éminence grise, futur secrétaire général du parti et futur député régional bruxellois. Le coup de force est appuyé par les députés régionaux wallons Daniel Huygens, Charles Pire, Charles Petitjean et Jean-Pierre Borbouse. Les opposants prennent le contrôle des instances du FN et entament une procédure d'exclusion contre Féret. Ils désignent Delacroix comme président faisant-fonction. Ils annoncent leur intention de restructurer la formation d'extrême droite et de ramener une partie des dissidents au bercail.

Féret estime que l'action du bureau est illégale. Il porte plainte. Deux fractions revendiquent le nom et l'héritage du parti:

le « FN-canal historique », avec Féret et Cocriamont, qui se rapproche du Front des Bruxellois de Paul Arku, et le « FN rénové » du duo Delacroix-Sessler, que rejoignent des membres du Front nouveau de Belgique. L'imbroglio est total. Le 26 septembre 2007, les biens et la comptabilité du Front national sont placés sous séquestre judiciaire et ses comptes sont bloqués. L'Inspection spéciale des impôts poursuit son enquête sur l'utilisation par le couple Féret-Rorive de fonds issus du financement public des partis. L'association qui gère ce dernier n'ayant pas déposé sa comptabilité, la dotation du FN est suspendue à plusieurs reprises.

Nouveau scandale en novembre 2008: les médias diffusent une vidéo privée, qui montre le président Delacroix entonnant une chanson antisémite sur les camps de concentration, où il est question d'une « petite Juive brulée vive à Dachau ». Delacroix doit s'effacer. Le 1^{er} décembre, sa succession est disputée entre Daniel Huygens, un proche de Sessler, et Charles Petitjean. Le premier l'emporte. Le second annonce une nouvelle dissidence. Aux élections régionales du 7 juin 2009, le FN est laminé: avec 2,9 % des voix en Région wallonne et 1,7 % en Région de Bruxelles-Capitale, il perd tous ses sièges dans les Parlements correspondants.

En mai 2010, Bruno Gollnisch, vice-président du FN français et président de l'Alliance européenne des partis nationaux, tente de recoller les morceaux. Il parvient à réunir en une alliance les deux camps opposés (Huygens et Cocriamont), rejoints par le Front démocratique des Bruxellois de Paul Arku, le mouvement néofasciste Nation et d'autres groupuscules¹³. Faute de signatures valides en nombre suffisant, le FN ne peut déposer des listes, pour la Chambre, que dans les circonscriptions de Bruxelles-Hal-Vilvorde, du Hainaut et de Namur, sans pouvoir faire de même pour le Sénat.

¹³ La Fédération des nationalistes wallons (FNW) et la Fédération des nationalistes populaires bruxellois (FNPB).

Le 13 ju
connait
les score
- circo
de: 5
(1,9 %
- circo
(2,8 %
2007;
- circo
(2,8 %
2007.

Dépou
dotation
une list
bel de
Nicotra
que l'or
11 553 s
tes vala

Au len
Front
dans le
import
nées à
institu
d'expr
rité et
« islam
mentat
Elle sig
nera pa

Wallo

Cette f
en déc
nation
et sa c
électio
conseil
conseil
wallon
Sénat

¹⁴ « Com
des él

Le 13 juin 2010, le parti d'extrême droite connaît, à nouveau, un net recul. Il réalise les scores suivants :

- circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde: 5 476 voix (0,7 %), contre 16 449 voix (1,9 %) en 2007;
- circonscription du Hainaut: 20 129 voix (2,8 %), contre 58 408 voix (7,9 %) en 2007;
- circonscription de Namur: 7 986 voix (2,8 %), contre 16 649 voix (5 %) en 2007.

Dépourvu de sièges, le FN perd ses droits à la dotation publique. Signalons qu'en Hainaut, une liste dissidente est déposée sous le label de FN+. Elle est conduite par Salvatore Nicotra, conseiller communal à Fleurus, que l'on dit proche de D. Féret. Elle recueille 11 553 suffrages, soit 1,6 % du total des votes valables émis dans la circonscription.

Au lendemain du scrutin, la direction du Front national publie un communiqué¹⁴ dans lequel elle reconnaît avoir subi « un important revers électoral ». Pour les années à venir, elle annonce le pire : aventure institutionnelle, réduction de la liberté d'expression, développement de l'insécurité et de « l'immigration de peuplement », « islamisation accrue de la société », augmentation des charges fiscales et sociales. Elle signale, cependant, qu'elle n'abandonnera pas « le combat commun ».

Wallonie d'abord !

Cette formation dissidente du FN est créée en décembre 2004, sous le nom de Force nationale, par le sénateur Francis Detraux et sa compagne, Jacqueline Merveille. Aux élections d'octobre 2006, elle obtient un conseiller communal à Dison et deux conseillers provinciaux, l'un en Brabant wallon et l'autre en Hainaut. Présente au Sénat et dans quatre circonscriptions wal-

Orientations bibliographiques

Abramowicz M. (2004), *La gauche radicale en Belgique francophone (1965-2003). Impact électoral, social et politique*, mémoire de licence FOPES-UCL.

Abramowicz M. et al. (2009), *La Belgique sauvage. L'extrême gauche en Belgique francophone depuis 1945* (n° spécial de *Dissidences*), Éditions Le Bord de l'Eau.

Delwit P., De Waele J.-M. (1997), « Le déclin et l'évanescence des communistes de Belgique (1978-1997) », *Brood en Rozen*, 4, p. 67-81.

Delwit P., De Waele J.-M. (1996), « La gauche de la gauche : le Parti communiste, le Parti du Travail, le Parti ouvrier socialiste et Gauches unies », dans Delwit P., De Waele J.-M., *Les partis politiques en Belgique*, Éditions de l'ULB, p. 215-222.

Dohet J., Faniel J. (2009), « L'état des partis. La gauche radicale toujours en quête d'unité », *La Revue nouvelle*, 64, 5-6, p. 6-10.

Gotovitch J. (1997), « Qu'est-ce que le Parti communiste de Belgique ? À quoi a-t-il servi ? Quelques propositions pour en comprendre l'histoire et la signification », *Brood en Rozen*, 4, p. 9-23.

Hemmerijckx R. (2007), « In de geest van Mei 1968. Arbeidersprotest en radicaal militantisme in België », *Cahiers d'Histoire du Temps Présent*, 18, p. 163-182.

Notices sur <fr.wikipedia.org> :
« Extrême gauche en Belgique »,
« Gauche radicale en Belgique »,
« Parti communiste (Belgique) »,
« Trotskisme », « Ligue communiste révolutionnaire »,
« Parti socialiste de Lutte »,
« Comité pour une Internationale ouvrière », « Étudiants de

¹⁴ « Communiqué du Front national du 14 juin 2010. Résultats des élections fédérales du 13 juin 2010 », sur <www.fn.be>.

gauche actifs », « Comité pour une Autre Politique », « Roberto D'Orazio », « Vélorution », « Parti humaniste (Belgique) », « Parti humaniste (France) », « Mario Rodríguez Cobos », « Maoïsme », « Mouvement maoïste en Belgique », « Parti du travail de Belgique ».

Sur les mouvements d'extrême gauche étrangers en Belgique :

- Coustal Fr. (2009), *L'incroyable histoire du Nouveau Parti Anticapitaliste*, Demopolis
- Pignarre Ph. (2009), *Être anticapitaliste aujourd'hui. Les défis du NPA*, La Découverte; notices « Nouveau Parti Anticapitaliste » et « Parti socialiste (Pays-Bas) » sur <fr.wikipedia.org>
- notice « Socialistische Partij (Nederland) » sur <nl.wikipedia.org>.

Sites des partis et mouvements de la gauche radicale belge :
 <www.particomuniste.be>,
 <www.lcr-lagauche.be>,
 <www.socialisme.be/psl>,
 <www.autrepolitique.be>,
 <www.velorution.be>,
 <www.partihumaniste.be>,
 <www.frontdesgauches.be>,
 <www.ptb.be>.

Comme l'évolution récente de l'extrême droite francophone est très chaotique, elle doit être suivie dans les publications selon l'ordre suivant :
 Rea A. (1996), « Le Front national : force électorale et faiblesse organisationnelle », dans Delwit P., De Waele J.-M., *Les partis politiques en Belgique*, Éditions de l'ULB, p. 193-204.

Blaise P. (2004), « Belgique. L'extrême droite francophone. Dissensions internes, fai-

lonnes de la Chambre lors du scrutin fédéral du 10 juin 2007, Force nationale ne décroche pas de sièges : elle recueille 0,6 % des voix dans le collège français du Sénat et, pour la Chambre, 0,3 % des suffrages émis en Wallonie.

En 2008, le parti change de nom, pour s'intituler Wallonie d'abord ! Il reprend le nom, le logo et l'orientation du mouvement d'extrême droite régionaliste Alsace d'abord !, fondé en 1989 par le député Robert Spieler, dissident du FN de Jean-Marie Le Pen. Alors que ses dirigeants et ses principaux candidats sont issus du Front national, la formation de F. Detraux et consorts réfute toute appartenance à l'extrême droite : elle se prétend démocratique, proclamant son adhésion sans réserve à la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*La Libre Belgique*, 10 juin 2010). Elle diffuse un message régionaliste, axé sur la défense de l'identité et des intérêts de la Wallonie. Sur d'autres dossiers comme la sécurité, l'immigration et la politique sociale, elle soutient des positions très proches de celles du FN, dont elle cherche manifestement à capter la succession. Aux élections régionales du 7 juin 2009, elle obtient près de 1 % des voix en Wallonie.

En vue du scrutin du 13 juin 2010, Wallonie d'abord ! dépose des listes dans le collège français du Sénat, ainsi qu'à Bruxelles-Hal-Vilvorde et dans toutes les circonscriptions wallonnes, pour la Chambre. La manière utilisée pour recueillir les signatures nécessaires, sur les marchés et lors d'événements publics, prête le flanc à la critique : il semble y avoir tromperie sur le programme du parti (*Le Soir*, 8 juin 2010). À nouveau, des anciens élus du Front national se mettent sur les rangs : en Hainaut, par exemple, deux anciens députés régionaux frontistes, Juan Lemmens et Alain Sadaune, figurent parmi les candidats. Les affiches et les tracts de Wallonie d'abord ! jouent sur le misérabilisme : ils représentent une femme

pauvre, pleurant de désespoir, avec le slogan « Moins de Flandre, plus de Wallonie ! Votez Wallonie d'abord ! ».

La formation conduite par F. Detraux pâtit probablement de la concurrence exercée par « la droite décomplexée » que prétend incarner le Parti populaire. Toujours est-il qu'à la Chambre, elle réalise des scores assez faibles :

- circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde : 3 113 voix (0,37 %);
- circonscription du Brabant wallon : 3 003 voix (1,32 %);
- circonscription du Hainaut : 13 795 voix (1,91 %);
- circonscription de Liège : 9 170 voix (1,51 %);
- circonscription du Luxembourg : 2 929 voix (1,82 %);
- circonscription de Namur : 4 626 voix (1,60 %).

Dans le collège français du Sénat, Wallonie d'abord ! recueille 62 251 suffrages (2,52 %). À titre personnel, la tête de liste, Francis Detraux, réalise le cinquantième score en Hainaut (3 003 voix de préférence) et le septante-huitième en province de Liège (2 334 voix de préférence). Le parti n'obtient aucun élu.

Les formations d'extrême droite qui se meuvent dans le paysage politique de la Belgique francophone ne présentent aucun trait original : elles sont les pâles copies de mouvements français dont elles reprennent les attributs. La principale d'entre elles, le Front national, est discréditée par les poursuites judiciaires à répétition intentées contre ses dirigeants et par ses querelles intestines. Pas plus que Wallonie d'abord !, qui chasse sur les mêmes terres, elle n'est présente dans les quartiers où se niche son électorat. À ce jour, la droite extrême ne représente plus une force politique digne de ce nom en Wallonie et à Bruxelles : elle semble avoir sombré dans la marginalité. ■

blesse structurelle et instabilité électorale », dans Blaise P., Moreau P., *Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest*, Crisp, p. 149-178.

Wynants P. (2004), « Les partis politiques », dans Coenen M.-Th. et al., *L'état de la Belgique 1989-2004. Quinze années à la charnière du siècle*, De Boeck/Pol-His, p. 120-123.

Trefois A., Faniel J. (2007), « L'évolution des partis francophones (2002-2007) », *Cahier hebdomadaire* du Crisp 1972, p. 40-46.

Notices sur <fr.wikipedia.org> :

« Front national (Belgique) », « Front nouveau de Belgique », « Mouvement Nation », « Wallonie d'abord ! », « Paul Arku », « Marguerite Bastien », « Jean-Pierre Borbouse », « Patrick Cocriamont », « Michel Delacroix », « Francis Detraux », « Daniel Féret », « Daniel Huygens », « Charles Petitjean », « Charles Pire », « Audrey Rorive », « Patrick Sessler ».

Une information régulière et bien documentée est fournie par l'association RésistanceS, animée par M. Abramowicz (<www.resistances.be>). On peut consulter, notamment, les articles suivants : « Dictionnaire de l'extrême droite francophone » (s.d.); « Les nouvelles du Front. Il y a deux Front national en Belgique » (4 août 2008); « L'extrême droite francophone et les élections anticipées » (30 avril 2010); « Wallonie d'abord !, l'extrême droite régionaliste » (12 mai 2010); « L'extrême droite survivra-t-elle après le 13 juin ? » (28 mai 2010).

Sites des partis présents au scrutin du 13 juin 2010 : <www.fn.be> et <www.wallonied'abord.be>.